

Recherches sociographiques



Jacques LAMARCHE, *La saga des caisses populaires*

Christian Laville

Volume 27, Number 1, 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056199ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056199ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Laville, C. (1986). Review of [Jacques LAMARCHE, *La saga des caisses populaires*]. *Recherches sociographiques*, 27(1), 160–161.

<https://doi.org/10.7202/056199ar>

Un espoir : nous attendons une mise en perspective plus longue, allant des premières municipalités créées à la suite du rapport Durham jusqu'à ce « monde en création » que sont les M.R.C. actuelles. Cent vingt-cinq ans de culture municipale car, au-delà des structures d'organisation, c'est de l'habileté acquise par les hommes à prendre à charge leur vie commune qu'il s'agit.

Marc-A. LESSARD

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Jacques LAMARCHE, *La saga des caisses populaires*, Montréal, La Presse, 1985, 271p.

Saga, dans son sens moderne, s'emploie « à propos des récits légendaires... », explique le *Petit Robert* ; dans son sens anglais, ajoute le dictionnaire, le mot s'applique à l'« histoire (d'une famille, etc.) présentant un aspect de légende ». Il y a un peu des deux définitions dans le livre de Jacques Lamarche — dont le titre, soulignons-le, insiste graphiquement sur le mot *saga*.

La saga des caisses populaires, c'est en réalité une histoire du Mouvement Desjardins dans son ensemble. On y voit apparaître, au tout début du siècle, la première caisse populaire que fonde Alphonse Desjardins à Lévis. La personne du fondateur, ses intentions, les circonstances qui président à la fondation sont décrites en long et en large. Suivent les premiers développements des caisses, jusqu'en 1920 (décès du fondateur) puis, plus sommairement, leur évolution jusqu'à nos jours. L'auteur passe ensuite au récit des événements et des acquisitions qui conduisent à cette vaste concentration financière qu'est devenu le Mouvement Desjardins. Ce sont, d'abord, les caisses centrales et les unions régionales, puis graduellement les onze fédérations régionales (présentées une à une) et plus récemment la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins. Ce sont aussi les entreprises créées par le mouvement des caisses, la Société d'assurances des caisses populaires (maintenant le Groupe Desjardins, assurances générales), l'Assurance-vie Desjardins, la Fiducie du Québec, ou acquises, telle La Sauvegarde, sans oublier les institutions qui servent à cette expansion ou que celle-ci entraîne. C'est enfin la douzaine d'entreprises constituées à des fins financières ou de services dans le giron du mouvement et la cinquantaine de celles qui, depuis une vingtaine d'années, selon des modes divers de participation et d'association, sont venues prendre place dans son orbite, principalement par l'intermédiaire de la Société d'investissement Desjardins. L'ensemble forme cet « empire économique et social » qui fait l'admiration de l'auteur. (Au fait, qu'est-ce qu'un « empire social » ?)

On aura deviné que cette histoire voisine la petite histoire, qu'elle tient plus du catalogue commenté que de l'historiographie moderne. Rubrique après rubrique, elle rappelle les dates de fondation ou d'acquisition, évoque des décisions ou des événements marquants, décrit des programmes financiers ou des régimes d'assurance, récite des bilans comptables, énumère des conseils d'administration, fournit même les adresses des principales institutions (avec leurs codes postaux et, dans un cas, le numéro de téléphone !)... Peu de détails lui échappent, même pas le matériel d'art plastique offert en prix par la Fondation Girardin-Vaillancourt à un élève de l'école Notre-Dame des Victoires « et de la caisse populaire du même nom » (p. 168), ni les « 200 magnifiques pots à biscuits en terre cuite » donnés par Culinar (une des entreprises du Mouvement) pour commémorer le cinquantième anniversaire des biscuits Lido (une autre entreprise associée au Mouvement) (p. 176) ! Cette narration et tous ces détails seront probablement utiles à ceux qui voudraient s'y retrouver dans l'enchevêtrement de ce vaste complexe financier, ou pour ceux qui, participant au mouvement par une de ses institutions, aimeraient en savoir plus sur l'ensemble. Ceux-là d'ailleurs apprécieront peut-être le style romancé de l'auteur, l'usage fréquent de dialogues, un certain souffle épique parfois : comment en effet ne pas vibrer quand « Les Caisses populaires

affrontent Goliath » (pp. 158s), ou lorsque le preux chevalier Desjardins sauve la belle (des acheteurs de maison en difficulté) des griffes de dragons-spéculateurs (pp. 97-100)?

Il demeure que cette histoire du Mouvement Desjardins n'est pas une histoire critique. Écrite sur le mode hagiographique, elle use largement et abuse fréquemment du ton triomphaliste. Il faut dire que l'auteur fut personnellement mêlé au Mouvement Desjardins, dans lequel il exerça diverses fonctions ; il le rappelle du reste franchement et se met plusieurs fois en scène. Cela ne donne pas de la distance. Sa *Saga* frise l'histoire officielle. Elle dérive d'ailleurs de plusieurs biographies de *leaders* du Mouvement, « préparées en accord avec la direction générale » (p. 12), et fut rédigée avec l'aide d'« une table ronde de consultants qualifiés », dirigeants et ex-dirigeants (pp. 12, 265). Ses sources sont principalement des témoignages de dirigeants, des écrits de ces dirigeants publiés dans la *Revue Desjardins*, des procès-verbaux de conseils d'administration ou de comités exécutifs, des rapports annuels et des bilans financiers... et ses propres travaux antérieurs élaborés de semblable façon. Car, proluxe polygraphe, Jacques Lamarche n'en est pas à son premier ouvrage dans le champ de la coopération. Il puise alors largement à ses ouvrages précédents, y reprenant presque intégralement de longs passages, nous y renvoyant pour les références à ses sources (pp. 12, 13). Dans ces conditions, il ne faut pas se surprendre de retrouver les principaux dirigeants du Mouvement constamment présents et présentés sous un jour invariablement favorable. Le fondateur Desjardins reçoit, bien sûr, un traitement de choix. Il aurait à peu près tout prévu, il est cité à tout bout de champ, un peu comme dans d'autres cultures on aime invoquer Marx, Engels ou Lénine.

Dans ces conditions aussi, cette histoire événementielle et individualiste fait peu de cas des facteurs externes qui auraient influencé l'évolution du mouvement. Elle ne s'intéresse généralement pas aux circonstances conjoncturelles ou aux conditions structurelles qui auraient joué. De façon générale, elle s'interroge peu et cherche peu d'explications. Il est pourtant bien des questions et de nombreux problèmes qui transparaissent en filigrane dans le texte de Jacques Lamarche. Comment expliquer, par exemple, le rôle important joué par le clergé dans les premières décennies de ce mouvement financier ? Le nationalisme canadien-français et l'appartenance ethnique du mouvement ont-ils été pour quelque chose dans son développement ? Le mouvement a-t-il entretenu des relations privilégiées avec des classes ou groupes sociaux donnés, a-t-il joui de relations particulières avec les pouvoirs ? Comment les principes coopératifs fondamentaux ont-ils été préservés, à commencer par celui de la démocratie à la base (« un homme, un vote »), lorsque ce sont des caisses ou d'autres institutions qui deviennent propriétaires des nouvelles entreprises ? La période étudiée connaît deux guerres mondiales, une crise économique majeure, des phases de récession, une période de prospérité sans équivalent dans notre histoire : cela a-t-il eu quelque effet sur l'évolution du mouvement ? La même période voit le passage d'une société majoritairement rurale à une société principalement urbaine ; la structure démographique se modifie substantiellement ; l'économie primaire s'efface, le secteur secondaire décuple, le tertiaire explose : tout cela n'aurait eu aucune influence notable ? Le Mouvement Desjardins acquiert vite de grandes capacités financières ; en 1985, ses actifs sont presque équivalents au budget total du Québec : son poids dans l'économie québécoise fut-il en conséquence ? Comment se compare-t-il à d'autres institutions financières, québécoises et canadiennes ? Pourquoi le mouvement a-t-il attendu les années 1970 pour s'engager sérieusement dans les investissements industriels ? Autant de questions, et il en est bien d'autres, qui auraient permis de mieux connaître, mesurer et comprendre la place réelle que le Mouvement Desjardins occupe dans notre société. Ceux qui souhaitent une histoire critique et explicative seront probablement un peu déçus. Apprendre que grâce au Mouvement Desjardins « chacune de nos familles vaut au moins 10 000 \$ » (p. 5) leur paraîtra une mince consolation (à moins que l'on n'annonce un partage imminent !), comme certainement de savoir que Place Desjardins « identifie Montréal comme le fait le rond-point des Champs Élysées pour Paris et le Piccadilly Circus de Londres » (p. 225).

Christian LAVILLE

*Département de didactique,
Université Laval.*